

# Le Patriote Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

IMMIGRATION

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

COLONISATION

BUREAU

DU JOURNAL :

Rue Perez Castellanos n. 162.

Le PATRIOTE paraît provisoirement trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. Il est placé sous la direction de M. ARSENE ISABELLE, négociant, rédacteur en chef. On souscrit au bureau du journal. Les lettres et avis doivent être adressés, comme par le passé à M. J. H. REYNAUD, propriétaire gérant.

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par mois.

## Ephemerides.

DU SIÈGE DE MONTEVIDEO.

ANNEE 1843.

—Février.—

(Suite.)

25 FEV. —Néanmoins, le brave commandant Leguillou-Pénarros prend sur lui de débarquer le peu de marins dont il peut disposer, et cette mesure tranquillise un instant la population française, qui compte d'ailleurs sur la prochaine arrivée de l'amiral.

—Mars.—

1er MARS.—Le général Rivera descend constitutionnellement de la présidence de la République. — Il est nommé général en chef des armées de la République et directeur de la guerre contre le tyran de Buenos Ayres.

3. —Ratification du traité de commerce entre cette République et la Grande Bretagne.

14. —Apparition d'une magnifique comète dans l'ouest de notre horizon, dont la queue extraordinairement longue et lumineuse s'élève à soixante degrés au-dessus de l'horizon.

Id. —Depuis qu'il a passé la frontière, l'ennemi a confisqué les biens des orientaux qui défendent l'indépendance de leur patrie. En opposition à ces actes de vandalisme, le gouvernement oriental annule à l'avance toute confiscation de ce genre.

Id. —Dans un autre décret, l'administration orientale rejette toute transaction, paiement, etc. faite en papier monnaie de Buenos Ayres.

Id. —Le conseil de guerre est organisé : la première cause appelée est celle du lieutenant Mendez, arrêté lorsqu'il passait à l'ennemi.

11. —L'ennemi, profitant de l'obscurité s'approche de la ville et plongeant quelques pièces de canon près de l'église de la Aguada, dans la quinta d'Ocampo, lance sur la ville 14 boulets et bon nombre de fusées à la congrève.

L'attitude de la garnison est calme et imposante, pas un homme ne manque à son poste.

Id. —M. le docteur Capdehourat s'empresse de mettre sa personne et sa maison de santé à la disposition de ceux qui pourraient être atteints au milieu d'une épidémie qui paraît imminente.

Id. —M. le ministre anglais Mandeville arrive à Montevideo, venant de Buenos Ayres, sur la corvette Pearl. —On parle du vif mécontentement de M. De Lurde et de son prochain départ de Buenos Ayres.

8. —Orbe, qui n'est maître que du point que son armée occupe, fait arrêter tous les basques français ou espagnols, les canariens et tous les étrangers en général, avec papeleta ou non (certificat d'immatriculation au consulat respectif), et en forme un corps qui doit être commandé par D. Ramon Artagabeitia (basque espagnol) : l'organisation a lieu au Pando.

10. —Un engagement obstiné a lieu au Cristo (à l'extrémité du cordon), entre les éclaireurs de la place et ceux de l'armée assiégeante. Ces derniers se retirent avec perte de 25 hommes tués. L'ordre général de ce jour déclare : « Que l'infanterie et la cavalerie ont rempli leur devoir, et fait preuve d'une supériorité bien marquée sur les esclaves de la tyrannie. » —Le bataillon de chasseurs, N° 4, s'est particulièrement distingué dans cette rencontre.

11. —Combat victorieux du Cerro, dans lequel 300 soldats de la cavalerie ennemie, commandés par le traître Caballeros, sont complètement défaits par 200 hommes du 4me régiment de ligne et l'escadron Guías de Soriano, commandés par le ministre de la guerre, le colonel Pacheco y Obes. L'ennemi éprouve une perte de 57 hommes tués.

(Continuera.)

## Agenda.

CONTENANT UN MILLIER DE FAITS CONCERNANT L'HISTOIRE, LA GÉOGRAPHIE ; LA POLITIQUE, LE COMMERCE, LES ARTS, LES SCIENCES, LA LEGISLATION ET LES MOEURS DES RÉPUBLIQUES DE LA PLATA.

(Suite.)

1° La province de San Juan fait payer trois piastres pour chaque tête de bétail introduite par les marchands de Mendoza. — Elle perçoit huit réaux par quintal de farine, plus une piastre pour chaque charrette. (1)

2° La province de San Luis fait payer quatre réaux par chaque bête de somme (carga) qui va ou vient des provinces de Cuyo (Mendoza et San Juan) aux provinces littorales (Buenos Ayres, Santa Fé, Entre Rios et Corrientes.)

La Salle des Représentants les avait imposées d'une piastre, mais par suite des réclamations des gouvernements de Mendoza et de San Juan, ce droit a été temporairement réduit à 4 réaux.

Dans le cours de l'année 1843, il est passé par San Luis environ 20,000 cargas ou fardeaux, qui ont, par conséquent, laissé à son gouverneur dix mille piastres argent.

Le gouvernement confédéré de San Juan, faisant droit à une pétition des commerçants de son territoire, a sollicité du gouvernement de la Rioja, qui est au nord, la permission de laisser traverser son territoire aux bêtes de somme qui se rendent à Buenos Ayres, situé à l'Est, afin que ces commerçants pussent éviter, au moyen d'un détour de quatre vingt lieues, de faire passer leurs chargement par ce repaire de spoliateurs qui les attendent sur le grand chemin pour leur enlever les fruits de leur travail.

Le gouvernement de la Rioja consentit à la demande, à condition qu'on lui paierait un real par chaque fardeau pour frayer un chemin à travers les forêts ; mais celui de Cordova, par le territoire duquel devait également passer ce chemin de traversée, s'y refusa pendant un an, dans la crainte de déplaire à son compagnon.

Ces mêmes fardeaux ont en outre à payer deux réaux de transit à Cordova et deux autres réaux à Santa Fé.

3° A Cordova, à Tucuman, à Salta et à Santiago del Estero, on fait payer six piastres de droits par chaque fardeau (carga) d'eau de vie de San Juan et de Mendoza.

Cette somme, ajoutée à 1½ réaux d'exportation dans les lieux de provenance, 4 réaux de transit par la Rioja, 4 réaux de transit par Catamarca, et 6 piastres de transit pour la province de Jujui, imposées par celle de Salta, ruine entièrement le commercant, en lui enlevant le capital et les profits.

4° Les spoliations exercées par les autorités de Cordova sur leurs propres concitoyens, sont telles, dit M. Sarmiento, que je n'en ai pas vu de pareilles parmi les bédouins d'Afrique.

Les grandes propriétés rurales où l'on élève le bétail sont divisées en paroisses.

Tous les trois mois, des commissaires du gouvernement se présentent et ils font réunir le bétail aux frais du propriétaire.

Le bétail qui n'a pas été réuni (parado en rodeo) est confisqué.

Le bétail réuni, on en extrait le dixième (el diezmo). Cette dime est prélevée, par conséquent, sur le capital et non sur la production. Elle est immédiatement conduite sur les lieux désignés par le gouvernement, toujours aux frais de l'estancier.

Il y a des traitans hongs, comme ceux de Canton en Chine, qui reçoivent ce bétail ; mais ils ont inventé une mesure de bétail de livraison (de entrega), qui fait que deux petites têtes de bétail sans choix (al tirar) équivalent à une tête de bétail de livraison, et une tête et demie de bétail maigre à une tête de livraison.

(1) Il est bon de faire remarquer que, dans l'intérieur le papier de Buenos Ayres n'a pas cours ; conséquemment il s'agit ici de piastres argent. — Ces renseignements sont puisés dans la circulaire que M. Sarmiento, argentin des plus instruits et des plus distingués, a adressée le 3 Juin 1849 aux gouverneurs des provinces. Cette pièce intéressante est datée de Santiago du Chili, qu'il habite depuis son retour de l'Europe.

(Continuera.)

## NOTES COMMERCIALES

SUR MONTEVIDEO.

(Suite.)

Sur ces 22 navires richement chargés, seize sont entrés à Montevideo et y ont laissé la plus grande partie de leurs cargaisons, malgré l'incertitude des événements et la crainte d'une invasion de barbares.

Voici ce que le commerce français de Montevideo exposait à M. Guizot dans une pétition qui fut remise entre les mains de ce ministre, le 2 décembre 1843.

« En 1839, deuxième année du blocus de Buenos Ayres —et nous appuyons sur ce fait, parce qu'il donne un démenti formel aux personnalités mal intentionnées ou mal informées, qui ont prétendu que les négociants de Montevideo avaient un intérêt direct à faire durer le blocus de Buenos Ayres,—il est entré à Montevideo 48 batimens français, et il en est sorti 45, d'une jauge moyenne de 186 tonneaux.

« En 1842, deux ans après la levée du blocus de Buenos Ayres, il en est entré 97 et sorti 98 d'une jauge moyenne de 210 tonneaux.

« Cela prouve que, non seulement il y a eu en trois années accroissement de plus du double dans le nombre des navires français qui ont fréquenté le port de Montevideo, mais encore qu'il y a eu augmentation de quinze pour cent dans la moyenne du tonnage.

« Cela prouve que nos marchandises d'encombrement sans lesquelles il n'y a pas de progrès dans la navigation marchande, trouvent ici un débouché prompt et « avantageux. »

En effet, l'affluence des travailleurs basques, béarnais, bordelais, provençaux, etc., activait singulièrement la consommation des vins, des liqueurs, de la bière, des fromages, des pommes de terre, des légumes secs, des conserves et autres comestibles.

D'un autre côté, le grand nombre de constructions qui s'élevaient de toutes parts dans la nouvelle ville et aux environs facilitait l'écoulement des briques, des carreaux, des verres à vitres, des planches, des madriers, etc.

Tout cela, joint à l'abondance et à la qualité des produits du pays, rendait le commerce de la Plata un des plus avantageux que nous puissions avoir, pour l'aliment de notre marine marchande, à cause de l'immense quantité de marchandises encombrantes qu'elle transportait, tant à l'aller qu'au retour ; ce qui contribuait à activer puissamment les relations commerciales entre la France et la République de l'Uruguay, en facilitant le prompt chargement des navires.

Ajoutons que ce commerce est un de ceux qui rapportent le plus au trésor, toute proportion gardée, parce qu'il fait partie du commerce spécial de la France ; c'est-à-dire que presque tous nos articles d'exportation dans ce pays proviennent du sol, de l'industrie ou des manufactures de la France,—fort peu des entrepôts et du transit,—et que, de même les articles d'exportation de la Plata sont presque tous destinés à la consommation intérieure de notre pays. Il n'en est pas ainsi d'un grand nombre de productions des autres Etats de l'Amérique du Sud.

MOUVEMENT COMMERCIAL DE MONTEVIDEO EN 1846 ET 47.

Après avoir montré, par ce qui précède, la prospérité croissante du commerce en général, et du commerce français en particulier, à Montevideo, avant l'invasion de ce pays par les troupes de Rosas, nous allons donner un nouvel aperçu des immenses bienfaits qui fussent résultés pour nous, et pour le pays, de la libre navigation des grandes rivières que Rosas persiste à tenir en chartre privée. C'est assez dire que nous allons parler du mouvement commercial qui eut lieu à Montevideo, en 1846, (troisième année de siège) sous l'égide bienfaisante de MM. Ouseley, Deffaudis et Lainé.

Le mouvement commercial de Montevideo, en 1846 et 47, est une nouvelle preuve de la facilité et de la rapidité avec lesquelles se développe le commerce de cette partie si intéressante de l'Amérique du Sud.

(Continuera.)



## MONTEVIDEO.

14 MAI 1850.

## LA POLITIQUE DE LA FRANCE DANS LA PLATA

La France a-t-elle jamais eu et a-t-elle encore en ce moment des vues de conquête dans la Plata ?

Rosas dit oui, la France dit NON, et les faits accomplis depuis vingt ans, depuis onze ans surtout, prouvent, de reste, l'absurdité d'une semblable accusation.

Nous allons en citer trois exemples concluants, entre mille :

Nous pourrions en citer quatre, si nous voulions remonter à l'époque où Rosas sollicitait l'appui de la France, adressait à M. de Vénancourt la fameuse lettre autographe traduite à la tribune nationale par l'honorable M. de Larochejaquelein, dans la séance du 29 décembre 1849.

Il est évident qu'à cette époque (1829), le grand américain, qui n'était encore qu'un chef de gauchos, ne doutait pas le moins du monde de l'intervention des agents français, pourvu qu'elle lui fut profitable; mais alors ces agents n'agissaient que sous leur responsabilité personnelle sans mission de leur gouvernement; et si nous avons bonne mémoire, ils furent sévèrement blâmés des actes violents qu'on a reprochés, avec raison, à M. de Vénancourt.

Le premier exemple de justice, de loyauté et de désintéressement de la France, sera puisé dans le document suivant, qui fut publié ici dans le temps; mais qui paraît avoir été généralement ignoré, ou oublié, des personnes qui, en France, se sont le plus occupé de la question de la Plata.

C'est une lettre que M. Buchet Martigny, chargé d'affaires et ministre plénipotentiaire de France, adressa à M. le docteur Jean Baptiste Alberdi, rédacteur principal du journal le Nacional (1), en réponse à diverses questions que ce dernier lui avait soumises :

« Montevideo, le 22 février 1849.

« Monsieur, la déclaration solennelle autant que loyale faite dans l'ultimatum du 23 septembre dernier, par M. Roger, semblait devoir suffire pour rassurer tous les citoyens argentins sur les intentions de la France dans son démêlé avec l'administration actuelle de Buenos Ayres, et je devrais peut être, pour toute réponse aux questions contenues dans la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 20 du courant, vous renvoyer à ce document officiel.

« Mais, si je me taisais, les gens qui se sont faits, dans ce pays, les calomnieux grâces de la France, en apprenant votre démarche auprès de moi, ne manqueraient pas sans doute de se prévaloir de mon silence pour appuyer et renouveler leurs accusations. Je crois donc devoir satisfaire à vos demandes, dans le but d'éviter de nouveaux maux aux habitants de la République Argentine et de rapprocher l'époque si désirable où ses relations avec nous seront rétablies sur l'ancien pied.

« Je suivrai dans mes réponses l'ordre que vous avez adopté pour vos questions.

« 1° La France n'a absolument aucun ressentiment contre les habitants de la République Argentine; elle désire, au contraire, vivre avec eux dans la meilleure intelligence. Les énormités, les injustices et les refus de satisfaction de l'administration de Buenos Ayres ont seule pu pousser à des mesures de rigueur qu'elle regrette, mais dont elle n'a pu s'abstenir, puisqu'il s'agissait de la vie, de la liberté et de la fortune de ses citoyens établis à Buenos Ayres.

« 2° La France n'a aucun motif de ne pas respecter le principe de la nationalité argentine : elle désire au contraire le voir se conserver intact; parce qu'elle croit que c'est une garantie d'ordre et de bonheur pour la République.

« 3° Les demandes de la France se bornent pour le présent encore. — 1° à des indemnités pour ceux de ses nationaux qui ont souffert des dommages par les faits de l'administration actuelle de Buenos Ayres. Je n'ai pas besoin de vous dire combien ces faits sont odieux. C'est chose trop connue, et particulièrement le supplice du malheureux Bacle, mort des tortures qu'on lui a fait éprouver sans aucune justice ni raison. — 2° Et comme garantie pour que ces faits ne se renouvellent plus (2), à l'assurance que les citoyens français seront traités à l'avenir, dans leurs personnes et leurs propriétés, sur le territoire argentin, comme les citoyens de la nation la plus favorisée. Car ce traitement n'est que conforme au droit des gens. Car c'est celui que reçoivent les étrangers dans tous les pays civilisés — et particulièrement en France.

(1) Le docteur Alberdi avait alors pour collaborateurs MM. Andres Lamas et Cané. C'est en juillet de la même année que M. Rivera Indarte se chargea de la rédaction de ce journal, qui a rendu de si éminents services à la cause de la civilisation en Amérique. Le Comercio del Plata a été et est encore le continuateur de cette œuvre sainte.

(2) Ils se sont renouvelés avec des circonstances plus atroces encore... témoin la tête respectable de Varangot jetée aux pieds de l'amiral Mackau ! M. Thiers connaît les autres victimes.

« Les argentins du nord n'ont pas de part avec la République argentine. Cependant, et avec raison, à être traités chez elle comme auparavant. La France demande par quel principe de justice l'administration de Buenos Ayres, après lui avoir refusé de signer un traité avec elle, peut prétendre traiter nos citoyens plus mal que ceux mêmes d'une autre nation avec laquelle elle n'a plus de convention, et si une pareille distinction n'est pas de nature à blesser justement l'amour propre national, et les sentiments d'un peuple auquel la République argentine n'a rien à reprocher.

« 4° La France ne fait absolument aucune distinction entre les habitants de la République argentine : tous sont égaux à ses yeux; elle ne reconnaît parmi eux aucun parti, ni unitaire ni fédéral, et s'il en existe encore, elle désire les voir se réunir, se confondre tous dans un seul, — le parti national.

« 5° La France ne prétend, en aucune façon, s'ingérer dans les affaires intérieures de la République argentine : elle n'a jamais pensé à pareille chose.

« 6° Les agents français, pour preuve de leurs dispositions amicales envers les habitants de la République argentine, et du désir qu'ils ont d'alléger leurs maux, au tant que possible, consentiront à lever le blocus des provinces qui croiraient être en droit de se séparer authentiquement du système de l'administration de Buenos Ayres relativement à la France, et de déclarer que les citoyens français seront traités sur leur territoire comme ceux de la nation la plus favorisée, jusqu'à ce qu'un arrangement ou une convention quelconque ait été signé entre elle et la République argentine.

« Les agents français ne peuvent entrer dans aucune convention partielle avec les provinces, parce qu'ils croiraient blesser en cela la nationalité argentine.

« 7° La France, ainsi que l'a déjà déclaré M. Roger, dans l'ultimatum précité, repousse toute idée de CONQUÊTE aux dépens de la République argentine, dont elle a reconnu l'indépendance. Elle ne veut ni n'ambitionne pas un pouce de son territoire.

« Je crois avoir, Monsieur, satisfait pleinement à toutes vos demandes. Je n'hésite nullement à ajouter que les agents français dans le Rio de la Plata n'ont jamais reçu de leur gouvernement un seul mot qui ne soit en parfait accord avec les principes que je viens de manifester.

« Agréez, Monsieur, les assurances de ma considération distinguée,

« BUCHET MARTIGNY. »

Cinq semaines après que cette lettre, si digne et si loyale, eut été écrite, la province de Corrientes s'étant séparée ouvertement de la ligne politique suivie par Rosas, à l'égard de la France, le contre amiral Leblanc fit la déclaration suivante, qui fut aussitôt rendue effective :

« Le soussigné, contre amiral, commandant en chef les forces navales françaises au Brésil et dans les mers du sud :

« Considérant que, par l'organe de son congrès général et de son gouverneur, la province de Corrientes a déclaré, le 6 mars dernier :

« 1° Qu'elle se sépare de la ligne politique que suit envers la France le gouvernement de Buenos Ayres;

« 2° Que les sujets de S. M. le Roi des Français seront traités comme ceux de la nation la plus favorisée jusqu'à la conclusion d'un traité entre la France et la République argentine ;

« Et désirant reconnaître cet acte de justice, et faire savoir aux indigènes que la France n'est animée envers eux que de sentiments d'amitié ;

« Voulant aussi prouver à toutes les nations le vif désir qu'a la France de rétablir aussitôt qu'elle le pourra la liberté du commerce avec les provinces argentines;

Il déclare ce qui suit :

« Le blocus établi contre le littoral de la République Argentine, le 28 mars 1838, est dès ce moment levé pour la province de Corrientes seulement ;

« En conséquence les batiments de commerce peuvent être expédiés de MONTEVIDEO pour CORRIENTES et vice-versa.

« Cependant, comme on pourrait abuser de cette mesure pour trafiquer avec les provinces de Buenos Ayres, de Santa Fé et d'Entre Rios, qui ne se sont pas encore prononcées comme celle de Corrientes, en faveur des citoyens français, le contre amiral soussigné se réserve d'adopter, de concert avec le gouvernement de la République Orientale, un règlement auquel devront se soumettre tous les batiments qui seront expédiés pour la province de Corrientes.

« Fait à bord de la frégate LA MINERVE, en face de Montevideo le 30 mars 1839.

Signé : LEBLANC.

Voilà pour les premières hostilités de la France contre la République argentine.

A l'égard des hostilités faites en commun avec l'Angleterre, nous pourrions citer également les déclarations si franches et si explicites de MM. Deffaudis et Waleski. Nous aimons mieux invoquer le témoignage impartial du

gouvernement Brésilien. Celui là ne doit pas être suspect aux américains.

Pour notre deuxième exemple nous citerons donc les passages suivants d'une note de M. le baron de Cayrol, ministre des affaires étrangères du Brésil, en date du 12 avril 1847, et adressée au général Guido, ministre de Rosas à Rio Janeiro. Voici comment il s'exprimait à l'égard de l'intervention européenne :

« M. Guido suppose que le gouvernement impérial voit au moins avec indifférence l'intervention européenne dans la Plata.

« Le soussigné ne peut croire que le but de cette accusation soit de rendre odieux le gouvernement impérial aux Etats voisins en le rendant ennemi, et comme s'il agissait sous l'influence de sentiments et d'intérêts contraires aux leurs.

« D'ailleurs, on ne pourrait comprendre le motif sur lequel M. Guido s'est appuyé pour se former cette opinion, ni comment il serait possible de prétendre que le gouvernement impérial fût hostile aux anglais et aux français dans le Rio de la Plata, lorsque M. Guido lui-même a déclaré au nom du gouvernement argentin que les anglais et les français n'avaient, dans la Plata, d'autre but que celui de la pacification.

« Cependant, le soussigné, comme interprète de la pensée d'un gouvernement fier de sa loyauté et de sa franchise, n'hésite pas à déclarer, dans cette occasion, que sa conviction personnelle est que le gouvernement impérial n'a RIEN A CRAINDRE de l'influence de l'intervention européenne dans la guerre actuelle du Rio de la Plata.

« Il n'y a pas un gouvernement du vieux monde qui ait la pensée de venir dans la Plata pour étendre sa domination sur ces contrées. »

Enfin notre troisième exemple est tiré de la partie du discours de M. Rouher, ministre de la justice, qui répondait à l'une des quatre questions posées par M. Emmanuel Arago dans la séance du 5 janvier, de l'Assemblée nationale législative. Toute cette discussion, d'ailleurs, abonde de preuves de cette nature.

M. le ministre de la justice. — « Et maintenant, messieurs, je termine cette première question par l'examen d'une objection que propose l'honorable M. Daru. Il vous dit : Un négociateur armé donnera des forces à la négociation ; c'est un mode nouveau de négociation, c'est une forme nouvelle, nous voulons que le gouvernement l'accepte. »

Des forces ! messieurs, la France en puisera bien plus complètement dans sa modération même que dans cette fausse attitude de négociateur armé. Je comprends cette attitude belligerante, lorsqu'on a une nation presque égale vis-à-vis de soi. Mais, en vérité, lorsqu'une nation de trente-cinq millions d'hommes est appelée à négocier un traité avec deux républiques, la république de Montevideo et la république de Buenos Ayres, qui comptent à peine, réunies, un million d'hommes, où la modération convient mieux que cette attitude belligerante ! (Mouvements en sens divers.)

Un membre à gauche. « Elle a bien réussi jusqu'ici ! M. Dupetit-Thouars. « Voilà onze ans de modération ! ! ! ! ! »

L'honorable M. Hubert-Delisle avait dit dans la séance du 4 janvier : « Onze ministres ont passé sur cette question, et toujours en négociant ; dix diplomates ont été envoyés pour des négociations spéciales, et nous sommes arrivés aujourd'hui à des conditions moins favorables. »

Oui, et nous disons à notre tour : voilà onze ans d'une longanimité débonnaire qui protestent assez éloquemment contre les velléités de conquête que Rosas attribue à la France depuis qu'elle a refusé son alliance.

Nous donnons ci-après, à titre de renseignement, l'état des forces françaises qui existaient dans la Plata, au moment où M. de Mackau conclut avec Rosas le traité du 29 octobre 1840. — Traité qui fut violé peu de temps après, — 1° par la persécution et la spoliation de plusieurs citoyens français : Gascogne, Bergeire, Henry Roque, Mutel, Varangot, Lacroix, Bascary, Lebas, Etcheverry, Léger, Ifland, Baudein, Portol, Fabre, Joseph Elisavinda (1) et beaucoup d'autres dont les réclamations existent dans les cartons du ministère des affaires étrangères (2) — 2° par l'égorgement des prisonniers faits par Orbe sur l'armée de l'infortuné Lavalle (prononcez Lavallée).

(1) Ce dernier fut torturé d'une manière atroce par le fils de Rosas, Juancito. — M. Varangot, vieillard respectable et riche fut assassiné en présence de M. de Mackau ! — Ifland fut assailli dans sa maison, à Buenos Ayres, par des mashorqueros; couvert de blessures, il fut jeté presque mourant dans un cachot, où il est resté depuis quatre jours, sans même pouvoir y obtenir les secours d'un médecin.

(2) Les indemnités à réclamer s'élèvent à plusieurs millions de francs. Elles n'étaient que de 600,000 francs avant le traité.



par un second envahissement du territoire oriental, pour imposer à cette nation un président démissionnaire et destructeur de sa nationalité, en vertu de l'article 12, paragraphe 4 de la Constitution Orientale, ainsi conçu :

« La qualité de citoyen se perd par l'acceptation d'emplois, de distinctions ou de titres d'un autre gouvernement, sans une permission spéciale de l'Assemblée Législative. »

Or, Don Manuel Oribe, président démissionnaire, s'est constitué volontairement l'exécuteur des hautes œuvres de Rosas. Il a accepté le commandement de l'armée d'avant-garde du dictateur ; dévasté pendant deux ans les provinces argentines, et porté pendant sept ans le fer et le feu au sein de sa patrie.

ETAT DES FORCES FRANÇAISES EXISTANT DANS LE RIO DE LA PLATA, A LA FIN D'OCTOBRE 1840.

Nombre.	Navires.	Canons.
1	Frégates. L'Atalante	52
2	—La Gloire	50
3	Grand. Corv. La Boussole	32
4	—L'Alcmène	32
5	Petites Corv. La Triomphante	24
6	—La Camille	20
7	—La Perle	20
8	Corv. de Ch. La Fortune	22
9	—L'Adour	22
10	—Le Tarn	22
11	—La Bonite	22
12	Bricks. Le Cassard	20
13	—Le D'Assas	20
14	—Le Cigne	20
15	—Le Cuirassier	18
16	—Le Zèbre	16
17	—L'Alcyon	16
18	—Le Sylphe	12
19	—Le Lutin	12
20	—Le Cerf	12
21	Gabarras L'Expéditive	12
22	—La Licorne	12
23	—Le Bucefale	12
24	Bricks Can. La Bordelaise	8
25	—L'Alouette	4
26	—La Vedette	4
27	—La Tactique	4
28	—La Vigie	4
29	—La Boulonnaise	4
30	—L'Engantaine	4
31	Goelettes. L'Eclair	6
32	—La Forte	5
33	—Le Saint Martin	4
34	—La Vigilante	4
35	Bat. à Vap. Le Sux	5
36	—Le Tonnerre	5
36	Navires. Canons	561

On avait armé en outre une quinzaine de navires légers, dits annexes, portant depuis 4 pierriers, jusqu'à 5 canons, dont le calibre varie de 12 à 30. Plus 23 chaloupes.

Les équipages de ces navires, évalués seulement au pied de guerre présenteraient déjà un effectif de 4 300 à 4 400 hommes, et ils avaient été augmentés d'un dixième. On avait envoyé de plus plusieurs compagnies d'artillerie de marine, quelques artilleurs, soldats du génie, etc.

La force totale ne devait donc guère être au-dessous de 6 000 hommes.

Il y avait en réserve 4 mortiers de 12 pouces qui n'ont pas été montés, plus l'artillerie de terre qui devait accompagner les troupes en cas de débarquement.

N. B.—L'armée du général Lavallée, que notre escadre du Parana avait transportée à San Pedro, se trouvait alors occuper tout le nord de la province de Buenos Ayres, prête à s'insurger dans le sud, comme elle l'avait fait en 1839.

C'est de l'histoire, et de l'histoire véridique que nous offrons aux méditations des hommes d'Etat de notre pays.

En protestant contre le traité Mackau, en voyant partir notre nombreuse escadre, sans gloire et sans profit pour la France monarchique, les français établis dans la Bande Orientale ont prédit tout ce qui est arrivé depuis, tout ce qui provoque aujourd'hui un nouveau déploiement de forces, qui, il faut bien l'espérer, ne sera pas stérile pour la France républicaine.

Le navire la Ville de Rouen parti du Havre le 10 mars a mouillé hier sur notre rade. Les lettres et journaux qu'il nous apporte de Paris ne vont que jusqu'au 5.

La France et l'Europe étaient tranquilles. La Patrie, journal bien informé, dit qu'aucun corps de troupe n'avait été dirigé sur la frontière de la Suisse. L'Opinion Publique annonce, comme très probable, d'après des lettres

(\*) Leurs canons étaient des paixhans, 2 du calibre de 30, 4 de celui de 80.

de Berlin du 2 mars, une prolongation de l'armistice entre le Danemark et l'Allemagne.

M. Goyenetch, aide de camp du général Pacheco est arrivé par ce navire, avec 10 ou 12 militaires qui viennent prendre du service à Montevideo.

M. le général Pacheco devait partir à la fin de mars pour revenir ici. Nous savons qu'il a eu lieu d'être très satisfait de sa dernière conférence avec le général La Hite, lors de son audience de congé. M. le ministre des affaires étrangères a donné au plénipotentiaire oriental les assurances les plus positives que la France n'accepterait aucun traité ou convention qui ne stipulerait pas d'une manière précise et avec des garanties suffisantes, 1° l'évacuation du territoire oriental par les troupes argentines, 2° la parfaite indépendance de cet Etat, 3° la restitution des biens confisqués aux nationaux et aux étrangers. — La France veut en outre, aurait ajouté le général La Hite, que ses nationaux soient respectés et indemnisés des pertes qu'ils ont pu éprouver par le fait du dictateur Rosas.

On assure que l'estimable M. Guillemot, qui s'est acquis tant de sympathies à Montevideo, vient se fixer dans cette ville avec son épouse. Il doit, dit-on, y former un établissement de commerce, et il a dû prendre passage sur le premier navire partant du Havre.

Cette circonstance doit prouver aux plus incrédules combien la cause de Montevideo inspire de confiance aux hommes d'intelligence et de cœur qui ont étudié consciencieusement la question de la Plata.

NOUVELLES DE BUENOS AYRES.

Des lettres des 10 et 11 du courant annoncent :

1° Que le packet anglais venant de Rio de Janeiro, foyer de la fièvre jaune, n'a subi que trois jours de quarantaine, et que la Nueva Carmen, navire provenant de Montevideo où il n'existe pas un seul cas de fièvre jaune, ni d'épidémie quelconque, a été astreint, comme la Fama, à une quarantaine de huit jours.

2° Que la seconde audience de l'amiral Le Prédour a eu lieu le 9 au soir, sans que l'on sache au juste ce qui en est résulté ; mais on paraît convaincu que l'amiral n'a pas fait un pas en avant, et que l'illustre restaurateur des lois ne veut pas traiter avant que notre amiral ait renvoyé en France les troupes qui sont en rade de Montevideo.

3° Que M. Southern ne se possède pas de joie d'avoir enfin, reçu son traité ratifié, tandis que celui de M. Le Prédour en est réduit à faire la navette.

4° Que M. Virasoro, frère du gouverneur de Corrientes est arrivé en toute hâte, porteur de la nouvelle d'une seconde invasion de sa province par les troupes du PARAGUAY au nombre de 12 000 hommes selon les uns, et de 16 000 selon les autres. — Qu'une division de cette armée, forte de 6 000 hommes, était destinée à occuper la capitale de la province de Corrientes ; opération qu'il lui sera facile d'exécuter, si elle agit avec un peu de promptitude.

5° Qu'enfin, le gouverneur de l'Entrerios (Urquiza) avait, par suite de cette invasion inopinée, fait mettre sur pied tous les hommes capables de porter les armes, sans même en excepter les étrangers.

Le Commerce del Plata dit que le British Packet, journal anglais à la solde de Rosas, a poussé un hurra ! d'enthousiasme en annonçant que le packet Kestrel avait apporté la ratification du traité Southern.

Le même journal annonce que la salle des représentants de Rosas a clos ses sessions ordinaires le 30 du mois dernier. A cette occasion il a été donné lecture d'un message du pouvoir exécutif félicitant l'honorable salle de la condition satisfaisante et de l'aspect flatteur du pays Rosas rend les plus humbles actions de grâce au Tout Puissant pour avoir préservé son pays « des malheurs du désordre qui affligent les autres parties du Globe. »

ERRATA.

CONCERNANT A M. DURAND [DE MAREUIL]  
Trois fautes se sont glissées dans notre deuxième et dernier article sur le diplomate qui exprime avec tant de bonheur la pensée du gouvernement.

1° A la 2me colonne ligne 31, au lieu de : 10 février, lisez : 10 février 1845.

2° A la même colonne, ligne 82, au lieu de : 45 ans passés, lisez : 35 ans passés.

3° A la fin de l'article, au lieu de : la suite au prochain numéro, lisez : FIN.

EUROPE.

FRANCE.

ASSEMBLEE NATIONALE LEGISLATIVE.

SEANCE DU 5 JANVIER 1850.

PRÉSIDENCE DE M. BAROCHÉ, vice-président.

SUITE DE LA DISCUSSION SUR LES AFFAIRES DE LA PLATA.

M. Thiers.—Mais vous avez aussi les inconvénients de leur caractère. Vous avez, dans l'Amérique du sud, affaire à des peuples qui ont tout l'orgueil de la nation espagnole, juste orgueil, messieurs, car c'est une des grandes nations de l'histoire et c'est encore une des grandes nations du temps présent, et qu'à cet orgueil immense que l'Espagne elle-même avait il y a deux siècles, à cet orgueil qu'ils ont tout entier, ils joignent la sauvagerie du pays qu'ils habitent. C'est le caractère espagnol tel qu'il existait il y a deux siècles, encore exagéré par les distances : ils sont armés, de plus, des débris d'anciennes législations coloniales, législations qu'ils font revivre à chaque instant pour vous refuser ce qu'on ne peut refuser à aucune nation civilisée ; et si je vous rapportais tout ce que j'ai lu plusieurs fois, comme ministre des affaires étrangères, dans les dépêches de nos consuls, vous seriez, je ne dis pas effrayés, mais pénétrés comme moi de l'immense difficulté à côté de tous les avantages de ce commerce, de l'immense difficulté de se faire respecter des

peuples de l'Amérique du sud. Savez-vous quel est le contrepoids de ce commerce ? Le voici : c'est la nécessité, si vous voulez pouvoir y paraître, de vous y faire respecter. Il n'y a pas un commerce au monde qui ait autant besoin de protection que le commerce de l'Amérique du sud. La question est là. (Très bien ! très bien !)

Ah ! si vous pouvez me prouver qu'après l'insigne faiblesse, il y a dix ans que je l'ai dit à la face de mon pays, qu'après l'insigne faiblesse que vous avez montrée, et que vous montrez exagérée encore aujourd'hui dans les affaires de la Plata, vous pouvez paraître dans les ports de l'Amérique du sud, respecté je dirai : Laissez l'honneur, l'humanité.

Je n'ai plus à je prouver ; je l'ai dit, ce n'a pas été démenti. J'ai offert l'enquête, je l'offre encore aujourd'hui ; j'ai dit que des Français ont été égorgés, que leurs propriétés ont été pillées. (Sensation)

M. le ministre de la justice.—Avant le traité de 1840.

M. Thiers.—Avant 1840 et depuis ; j'offre la preuve.

M. le Ministre de la justice.—En 1844 la chambre vous a donné tort ! (Agitation.)

M. Levavasseur.—Des français ont été égorgés et d'autres déportés !

M. le président.—N'interrompez pas, monsieur Levavasseur !

M. Thiers.—Je permets l'inter interruption.

M. le président.—M. Thiers permet l'inter interruption.

M. Levavasseur.—Je voulais dire que, lorsque Oribe, appuyé par l'armée argentine, se posait devant Montevideo, ses bandes, disséminées dans les campagnes, s'emparaient de tous les résidents français, les poussaient devant eux, et ces Français étaient réduits à toutes sortes de misères. Enfin, quelques-uns d'entre eux, trente-neuf, si mes souvenirs ne me trompent pas, restés en arrière, ont été égorgés par les bandes que commandait Oribe, et cela en 1843. (Mouvement prolongé.)

M. Thiers.—Messieurs, je ne viens pas ici, moi, trasser un gouvernement, porter des assertions légères.

(M. le ministre de la justice fait un signe d'assentiment.)

Je sais bien que vous n'en doutez pas ; vous auriez trop peu d'esprit si vous en doutiez. (On rit.)

Je ne viens pas pour le plaisir de tourmenter un gouvernement que je veux appuyer, mais que je ne puis pas soutenir dans une conduite telle que celle qu'on nous propose. Je n'ai pas fait à un gouvernement auquel j'ai été dévoué tout en combattant les erreurs déplorables qui l'ont perdu, je ne lui ai pas fait le sacrifice de cette conviction, même étant au pouvoir : à qui voulez-vous donc que je le fasse, quand je ne l'ai pas fait alors ?

Je vous parle avec une conviction entière, en honnête homme, affligé d'une déplorable conduite dans laquelle on veut persister.

J'ai offert alors, et j'offre encore, si l'on veut faire une enquête, de prouver que le sang des Français a coulé, qu'il crie vengeance, et que ces Français n'ont pas reçu la protection qui leur était due.

M. le garde des sceaux m'interrompt et M. de Mornay aussi ; savez-vous ce que ça me prouve ? C'est qu'ils n'ont pas suivi depuis dix ans ce grand débat, c'est qu'ils ne connaissent pas les faits, je leur en demande pardon car ces faits là ont été mis hors de contestation. Pour quoi le Gouvernement est-il engagé ? C'est que depuis 1840 il y a eu des excès abominables qui ont fait frémir même les honnêtes gens en Angleterre. Savez-vous à quoi vous devez que l'Angleterre un moment, oubliant les intérêts qu'elle avait à Buenos Ayres et ceux que nous avons à Montevideo, s'est unie à nous ? C'est que le cœur d'honnêtes gens, des ministres d'Angleterre à cette époque, s'est ému en entendant les hommes les plus honnêtes et surtout le général O'Brien venir raconter les horreurs effroyables dont ils avaient été témoins, dont la plupart avaient été commises contre des Français, quelques-unes seulement contre des Anglais. Eh bien, quand les Français ont été égorgés ; quand il y a eu dans le territoire argentin, celui du général Rosas, des sommes considérables qui ont été dérobées et qui n'ont pas été restituées ; quand, dans le territoire de Montevideo, il y a eu des spoliations considérables ; quand il y a eu des confiscations qui ont été faites par ordre d'Oribe ; quand tout cela est connu, n'est pas contesté de l'Amérique : quand vous avez pris l'engagement de consacrer l'indépendance de l'Uruguay ; quand, en présence des Français (égorgés et spoliés, en présence de l'engagement d'honneur, je vous le prouverai, et d'intérêt suprême de garantir l'indépendance de l'Uruguay ; quand, en présence de tous les intérêts, vous déclarez, en vertu de quoi ? non pas de la puissance des choses, mais de l'éloignement, que vous ne pouvez pas agir, c'est-à-dire que vous ne voulez pas agir, je vous demande si cette raison est avouable ! Ce n'est pas la puissance de Rosas, puis qu'il s'agit de 35 millions contre un millions. S'il ne fallait que compter de part et d'autre, nous n'aurions pas une question d'intérêt ou de dignité ; mais si, en raison de cette difficulté, la seule que vous fassiez valoir, l'éloignement, vous renoncez à protéger des Français égorgés, spoliés, à faire exécuter, dans votre intérêt, des traités signés, quand on connaît



dans toute l'Amérique du sud que la raison d'éloignement vous a fait, passez-moi l'expression, lâcher prise, je demande à tous les hommes de bon sens s'il vous sera possible de vous présenter désormais dans les mers du sud, et qu'on songe qu'en quelques années il vous a fallu agir contre le Mexique, le Brésil lui-même, contre toutes les républiques.

Eh bien, c'est là toute la question. Mais, dit-on, il y a de nombreux négociants français transportés à Buenos Ayres. C'est là la question; traitons-la en hommes sérieux: n'employons pas, dans une si grave discussion, des arguments de si peu de valeur.

Je vais vous dire ce qu'est cet argument. vous dire si les intérêts de Montevideo sont à Buenos Ayres, si les intérêts se sont déplacés.

Qu'est-ce qui a fait qu'en si peu d'années Montevideo a tant grandi et Buenos Ayres si peu? Qu'est-ce qui a fait que Montevideo fût couvert de Français et dans la ville et dans les campagnes, à ce point que c'est un pays où on ne parle que français, et où on ne place que des produits français: et que Buenos Ayres est resté espagnol? Qui a fait cela? Est-ce la fantaisie des gouvernements? Est-ce que vous ne sentez pas qu'il y a là des raisons profondes qui viennent de la nature? et ces raisons les voici:

Montevideo, vous le savez, est placé sur un côté du fleuve, à droite en le remontant: Buenos Ayres est placé à gauche. Montevideo a un bon port à l'entrée même de la Plata. Buenos Ayres est à 45 lieues dans les terres: on ne l'aborde que très difficilement. Le jour où l'indépendance a été donnée à ces républiques, le jour où, comme le disait très bien M. Dupetit-Thouars, avec la connaissance des faits historiques qu'il faut avoir dans cette question, le jour où Montevideo a été affranchi de Buenos Ayres, Montevideo a retrouvé ses avantages naturels et l'avantage de sa situation géographique, et le commerce s'y est développé avec une rapidité beaucoup plus grande.

Est-ce que M. le garde des sceaux nie cela? (On rit.)

(La suite au prochain numéro.)



## marine.



ENTREE DU 14 MAI.

Du Havre le 10 mars, trois mats français la «Ville de Rouen», de 231 ton., cap. Fremont, à Pedemonte, avec 1 c. graines, 1 id. planches, 166 id. marchandises, 103 papiers champagne, 10 c. id. 2 c. librairie, 6 id. sardines, 1 id. gants, 100 barils beurre, 3 c. et 2 ballots chapeaux et peaux préparées, 60 barriques vin rouge, 150 c. fromages, 60 id. pommes, 4 id. absinthe, 9 id. chapeaux, 3 cuveaux fromage de Gruyère, 2 tonneaux id.

Mouillé hors du port.

Hambourg, le 26 février, brick goelette hambourgeois «Gramm», à Otte et Rosenthal, chargement général.

## A vendre.

UN établissement situé rue Itusaingo autrefois St. Jean. S'adresser à domicile N° 99:

### CHANGEMENT DE DOMICILE

## Cochet,

Fabricant de billards, de Paris.

Récemment arrivé de France, il a l'honneur de prévenir le public qu'il a rapporté un assortiment complet de billards et tous les accessoires qui en dépendent, tels que billes, procédés, marques, bleu, &c. &c. Il tient également un assortiment de bandes élastiques, métalliques, caoutchouc, lisières et autres de nouvelle invention: Il se charge de la réparation et de la confection des billards, on trouvera chez lui tout ce qu'il y a de plus moderne en ce genre.

Rue de Soriano, au coin de la rue de la ciudadela, la deuxième rue à droite en sortant du marche principal, près les arcades de la passive.

## Aviso al Público.

EN el Colegio nuevo de siete Lenguas, calle del 18 DE JULIO núm. 98, se empezará la clase del idioma madre (el Latin) a las once de la mañana diariamente; el idioma español por gramática, de las 12 a la una, en los martes, jueves y sábados; el francés, de la una a las dos, en los lunes, miércoles y viernes; el italiano, de las dos a las tres, en los martes, jueves y sábados; el portugués y el catalán, de las tres a las cuatro, en los lunes, miércoles y viernes; el griego vulgar, de las seis a las siete de la noche, en los martes, jueves y sábados. Las personas del bello sexo, que deseen dedicarse a las lenguas vivas, sirvanse hablar con el Padre Director de dicho Colegio, quien luego que vieren, ser suficientes las discípulas aspirantes, les señalará el Colegio de Niñas, a donde decentemente podrán reunirse.

## EN VENTE:

Chez les libraires et à l'imprimerie française, —rue du 25 Mai:

### EMIGRATION ET COLONISATION

DANS  
LA PROVINCE BRÉSILIENNE DE RIO GRANDE  
DU SUD, LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE  
L'URUGUAY ET TOUT LE BASSIN DE  
LA PLATA.

Une Brochure in-8°

par

M. ARSENE ISABELLE.

Ancien Chancelier du Consulat Général de France, auteur du

VOYAGE A BUENOS-AYRES ET A PORTO-ALEGRE, de notes commerciales et de plusieurs autres écrits sur Montevideo.

### PRIX

Un Patacon.

## Un jeune homme.

Récemment arrive d'Italie, cuisinier de son état desirer trouver à se placer ou dans une maison ou dans une maison bourgeoise.

Il donnera de bons repoudans. —S'adresser au bureau du Patriote.

### LA VIT

BOTTIER FRANÇAIS.

A l'honneur de prévenir le public qu'il vient de s'établir nouvellement à Montevideo.

Il fait tout genre de chaussure à la mode et pour se faire connaître fera les bottes de huit piastres à 5 1/2 au comptant. Ceux qui l'honoreront de leur confiance auront lieu d'en être satisfait. —Rue du Rincon, n.° 87, en face de la confiserie.

## Le Sieur Abadie,

Professeur de Français au Collège national de Montevideo, donne aussi des leçons particulières de lecture, d'écriture et de calcul appliqué à la tenue des livres de commerce.

S'adresser à lui même audit Collège ou rue Sarandi à la tienda de M. Forgues.

## Hôtel de la marine

RUE VINGT CINQ MAI, N° 81.

Cet établissement se recommande par la perfection de tout ce qu'on y sert journellement.

M. Guillot son directeur, qui a été cuisinier de plusieurs notabilités, s'empresse toujours de mériter la confiance des personnes qui voudront bien l'honorer de leurs patronages.

Il se charge aussi des commandes en ville et des dîners les plus distingués.

Dans la même maison, on loue des appartements commodes et très agréablement situés, on assure les personnes qui les loueront, de soins assidus.

## Il a été perdu.

Une Tabatière en platine ouvree, Paysage d'Algerie.

La personne qui la trouve et qui la remettra rue des 33, N° 41, sera généreusement gratifiée.

Les ouvrages suivants reliés ou brochés sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Pêches Capitales, —L'Orgueil.

Les Pêches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Helène.

Le Sansonnet.

## Rapé Français de

BORDEAUX, venu par le dernier navire, à UN PATACON la livre, —Au Bureau de tabac de la Marine, près du Molle, où on trouvera également un grand assortiment de tabac américain à chiquer à des prix modérés.

## Gratis.

1° Une belle pendule représentant l'Archevêque de Paris mort sur les barricades.

2° Une pendule, Jeanne d'Arc au siège d'Orléans.

3° Dito dito le soldat laboureur.

4° Dito dito Renaissance.

5° Une belle lampe modérateur.

Un de ces cinq articles sera donné au choix à tout souscripteur

A un exemplaire de la Revolution de 1848, par Leonard Gallois, l'ouvrage se compose de 4 beaux volumes ou 36 livraisons, ornées chacune d'un superbe portrait en pied gravé sur acier.

ON SOUSCRIT:

Chez Edouard Maricot, rue du 25 Mai n° 169.

MM. les Souscripteurs sont provenus que les vingt premières livraisons sont arrivées et que les échantillons de prime se trouvent à l'adresse ci-dessus, où ils pourront venir faire leur choix.

Montevideo, le 17 avril 1850.

E. MARICOT.

## Changement de do-

MICILE

Le Docteur E. T. Ackermann, Professeur de l'école Impériale de Médecine Homéopathique du Brésil, approuvé et autorisé par le Tribunal d'Hygiène Publique de la République Orientale, a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient de transférer son Cabinet de Consultations, Rue du 25 mai N. 354, où pourront s'adresser, à toute heure du jour ou de la nuit, les personnes qui voudront bien lui accorder leur confiance.

Le Dr Ackermann continuera à recevoir un dispensaire gratuit, ouvert les Lundi et Jeudi, les indigents auxquels, outre les Consultations, il fournira gratuitement les médicaments dont ils auront à faire usage.

LA

### CONSTITUTION

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Promulguée

Par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848

Brochure in 32.

Se vend à l'imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n. 162.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n. 162.